



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Commerce, sécurité alimentaire et nutrition

Leçon 3.2: Marge de manœuvre dans le Système Commercial Multilatéral

Version textuelle

La version interactive de cette leçon est disponible gratuitement à l'adresse suivante:

www.fao.org/elearning



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence
CC BY-NC-SA 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>)
© FAO, 2017

Dans cette leçon

Objectifs de la leçon.....	2
Introduction	2
Accès aux marchés.....	3
A. Accès aux marchés: Règles	3
B. Accès aux marchés: Marge de manœuvre.....	6
Soutien interne	9
A. Soutien interne: Règles	9
B. Soutien interne: Marge de manœuvre	13
Concurrence à l'exportation	16
A. Concurrence à l'exportation: Règles.....	16
B. Concurrence à l'exportation: Marge de manœuvre	20
Restrictions à l'exportation	21
A. Restrictions à l'exportation: Règles.....	22
B. Restrictions à l'exportation: Marge de manœuvre.....	22
C. Restrictions à l'exportation: Conséquences possibles	22
Résumé de la leçon	25

Objectifs de la leçon

Dans cette leçon, vous allez:

- découvrir les principaux domaines politiques régies par l'Accord sur l'Agriculture (AsA) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- identifier les règles qui régissent l'utilisation des mesures de politique commerciale dans chaque domaine politique; et
- examiner la marge de manœuvre à la disposition des pays membres dans chaque domaine politique.

Introduction

Cette leçon examine plus en détail les piliers de l'Accord sur l'Agriculture (AsA) de l'OMC – l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation – ainsi que d'autres règles relatives aux restrictions à l'exportation. Pour chaque domaine politique, nous déterminerons les **règles qui régissent** l'utilisation des mesures de politique commerciale, et la **marge de manœuvre** à disposition des pays membres. La leçon sera divisée en quatre chapitres.

- A. Accès aux marchés
- B. Soutien interne
- C. Concurrence à l'exportation
- D. Restrictions à l'exportation

Comme nous l'avons vu dans la leçon 3.1, les principaux domaines politiques régies par l'AsA sont **l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation** (ils sont appelés les "piliers" de l'AsA). L'AsA contient également d'autres règles, dont les restrictions à l'exportation que nous examinerons dans cette leçon.

↳ **Accès aux marchés** Tarifs douaniers: Tarification
Contingents tarifaires
Sauvegardes spéciales

↳ **Soutien interne** Catégorie verte
Catégorie bleue
Catégorie développement
Catégorie orange (De minimis)

↳ **Concurrence à l'exportation** Anti-contournement (Aide alimentaire, Crédits à l'exportation)

➤ Autres règles

Prohibitions et restrictions à l'exportation

Traitement spécial et différencié

La Décision de Marrakech sur les PMA et les pays en développement

importateurs nets de produits alimentaires

Poursuite du processus de réforme

Accès aux marchés

Souvenez-vous, nous avons vu dans la leçon 3.1 que l'accès aux marchés est l'un des trois piliers de l'Accord sur l'Agriculture (AsA). Il se rapporte aux tarifs douaniers, aux contingents et autres restrictions touchant les importations. Dans ce chapitre, nous allons nous pencher sur:

- ✕ Accès aux marchés: Règles
- ✕ Accès aux marchés: Marge de manœuvre

A. Accès aux marchés: Règles

TARIFS DOUANIERS

L'une des principales réalisations de l'AsA a été l'interdiction des mesures aux frontières autres que les «droits de douane proprement dits». Cela signifie que les tarifs douaniers sont normalement la seule mesure de protection frontalière autorisée.

Lorsque l'AsA est entré en vigueur en 1995, le principe était que:

Tarification

Les membres établissent un taux de droit de base, c'est-à-dire un taux tarifaire qui était appliqué pour chaque ligne tarifaire¹ correspondante à des

→ Réduction des tarifs douaniers

Les membres s'engageaient ensuite à réduire ces taux de droits de base d'un certain pourcentage au cours d'une période donnée. À la fin de cette période, le taux de droit

→ Consolidation des tarifs douaniers

Après la fin de la période de mise en œuvre, le droit consolidé final s'applique. Les droits réels que les pays appliquent (les droits appliqués) sur les produits agricoles peuvent être à n'importe

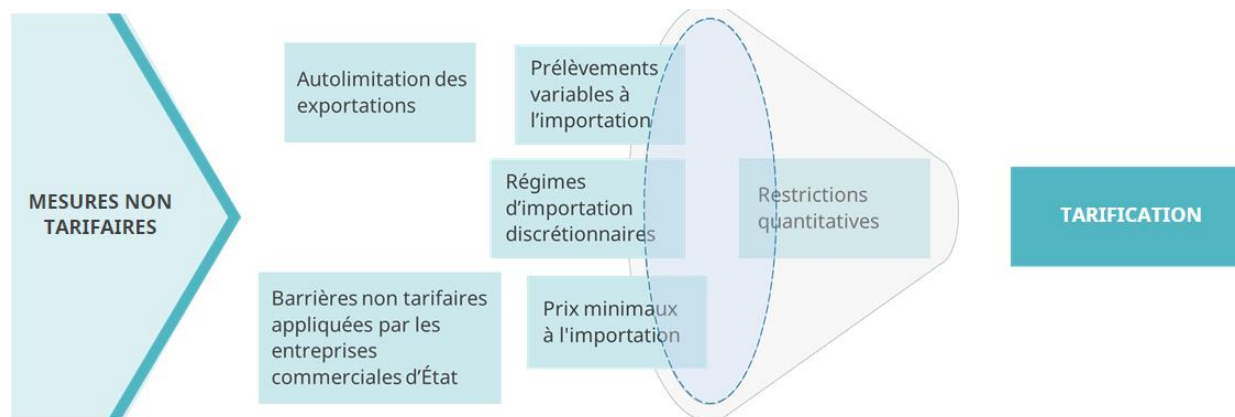
¹ Les lignes tarifaires sont des produits définis à un niveau très détaillé en vue d'imposer des droits à l'importation. Le système harmonisé de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) utilise des codes numériques pour identifier les produits. Les codes avec un faible nombre de chiffres identifient de vastes catégories de produits; les chiffres supplémentaires indiquent des subdivisions dans des catégories plus détaillées. Les codes à six chiffres sont les définitions les plus détaillées et sont utilisés comme standard au niveau international; c'est-à-dire qu'ils sont communs à tous les Membres de l'OMD. Les produits définis au niveau le plus détaillé correspondent aux «lignes tarifaires».

produits agricoles couverts par l'AsA durant une période de base donnée.

existant devient le **droit consolidé²** final pour chaque ligne tarifaire.

quel niveau inférieur ou égal au niveau consolidé pour ce produit.

Les membres se sont engagés à convertir une liste de mesures non tarifaires, telles qu'elles existaient au cours de la période de base 1986-1988, en équivalents tarifaires. Comme illustré ici, ce processus est appelé la **tarification**. La liste des mesures non tarifaires (MNT) comprenait, entre autres, les types de mesures suivants:



Exemples de MNT: Accords SPS et OTC

Généralement, les MNT comprennent également les obstacles techniques au commerce (OTC) et les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Elles incluent aussi des procédures d'octroi de licences ainsi que d'autres exigences administratives et bureaucratiques. Elles peuvent devenir un obstacle au commerce. À l'issue du Cycle d'Uruguay, des accords distincts tels que les Accords SPS et OTC ont été négociés afin de réglementer l'application de ces mesures.

Pour en savoir plus sur les Accords SPS et OTC, veuillez consulter le cours de formation en ligne «L'agriculture dans les accords commerciaux»

La **réduction des tarifs douaniers** est l'obligation de réduire les **taux de droits de base** (tant ceux résultant du processus de «tarification» que les droits existants sur les produits agricoles) pour atteindre un **taux consolidé final** d'ici la fin de la période de mise en œuvre.

Dans le cadre du programme de réforme du Cycle de l'Uruguay, le niveau de réduction et la longueur de la période de mise en œuvre diffèrent pour les pays en développement et les pays développés.

² Les droits consolidés sont les taux qu'un pays s'engage à ne pas dépasser. Les pays peuvent appliquer n'importe quel niveau de tarif douanier inférieur ou égal au droit consolidé.

Les membres appartenant aux pays les moins avancés (PMA) n'étaient pas tenus de procéder à des réductions des tarifs douaniers. Les taux de droit de base et le pourcentage minimum des réductions ont été utilisés par les membres pour préparer leurs Liste d'engagements par pays. Les engagements présents dans les listes sont juridiquement contraignants.

	Pays développés Période de mise en œuvre (6 ans): 1995-2000	Pays en développement Période de mise en œuvre (10 ans): 1995-2004
Réduction moyenne pour toutes les lignes tarifaires agricoles	-36 pour cent	-24 pour cent
Réduction minimale par ligne tarifaire	-15 pour cent	-10 pour cent

La **consolidation des tarifs douaniers** est l'interdiction d'appliquer des tarifs douaniers supérieurs au niveau auquel les pays se sont juridiquement engagés, c'est-à-dire les droits consolidés. Les pays peuvent appliquer n'importe quel niveau de droit inférieur ou égal au droit consolidé.

Il est important de noter que tous les pays n'ont pas eu recours au processus de tarification.

Les pays en développement avaient la possibilité de «proposer» ce qui est appelé une **consolidation tarifaire au «niveau plafond»**. C'est-à-dire qu'ils avaient la possibilité de proposer des taux plafonds de leur choix. En l'absence d'objection des autres membres de l'OMC, ces taux plafonds devenaient les taux consolidés à l'OMC pour ces pays. La plupart des pays en développement ont choisi cette méthode pour établir les taux consolidés.



Qu'entend-on par droits consolidés et droits appliqués?

Dans la terminologie de l'OMC, «les droits consolidés» sont les taux qu'un pays s'engage à ne pas dépasser. «Les taux appliqués» se rapportent aux tarifs douaniers qui sont effectivement appliqués à n'importe quel moment donné. La règle de base est que les taux appliqués peuvent être inférieurs mais ils ne doivent pas dépasser les taux consolidés. C'est la raison pour laquelle les taux consolidés ont une importance particulière, car ils limitent la capacité d'un pays à modifier les tarifs. Dans le cadre du GATT, et maintenant de l'OMC, la négociation des droits de douane visait à réduire les taux consolidés. L'expérience des 10 dernières années montre que les droits appliqués dans la plupart des pays en développement sont nettement inférieurs aux taux consolidés, alors qu'ils sont plus proches des taux consolidés dans les pays développés.

CONTINGENTS TARIFAIRES

Dans le cadre de la tarification, les pays ont convenu qu'il devait être possible d'importer au titre de l'AsA les mêmes quantités que celles importées avant que l'accord n'ait pris effet dans chaque État membre. Ce résultat a été obtenu grâce aux deux dispositions ci-dessous.

Un système de «contingents tarifaires» a été constitué avec:

- des taux de droits moins élevés pour les importations dans les limites quantitatives spécifiées; et
- des taux plus élevés (jusqu'au niveau consolidé), pour les quantités qui excèdent le contingent.

«Garantie de l'accès courant» Les pays sont tenus de maintenir les niveaux d'accès courants pour chaque produit spécifique, le niveau courant étant fondé sur le volume des importations au cours de la période de base (1986-1988).

«Engagements en matière d'accès minimal»

Lorsque le niveau courant des importations est négligeable, un accès minimum devrait être fixé à au moins 3 % de la consommation intérieure au cours de la période de base, et augmenter jusqu'à 5 % à l'horizon 2000 pour les pays développés, et à l'horizon 2004 pour les pays en développement.

SAUVEGARDES SPECIALES

Également, les **sauvegardes spéciales pour l'agriculture (SSG)** s'appliquent pour les produits qui ont été soumis à la procédure de tarification. Elles permettent à un pays d'appliquer des droits supplémentaires sur certains produits spécifiques: lorsque les prix à l'importation d'une expédition donnée sont inférieurs à un prix de déclenchement, **ou** lorsqu'il y a une poussée soudaine des importations.

L'utilisation des SSG est limitée:

- aux pays qui ont suivi la procédure de tarification et consolidé leurs droits aux nouveaux taux convertis.
- aux produits agricoles désignés dans les listes de pays par le symbole SSG.

B. Accès aux marchés: Marge de manœuvre

Nous allons maintenant discuter de **la marge de manœuvre pour l'accès aux marchés**.

Nous allons nous pencher sur la marge de manœuvre à la disposition des pays à travers une série de questions, en commençant par: comment la marge de manœuvre pour la protection vis-à-vis des importations est-il défini?

La marge de manœuvre à la disposition d'un membre de l'OMC pour la protection vis-à-vis des importations est défini par ce qui suit.

Les droits consolidés que les membres de l'OMC s'engagent à ne pas dépasser.

Le droit consolidé représente l'intégralité de la marge de manœuvre dont dispose un pays. La différence entre les droits consolidés et les droits appliqués représente «la marge de manœuvre inutilisée», c'est-à-dire la marge de manœuvre pour augmenter les droits de douane en cas de changements inattendus des prix sur le marché mondial.

Les flexibilités prévues par des clauses telles que les sauvegardes spéciales pour l'agriculture.

Des clauses supplémentaires, telles que les SSG donnent aux pays le droit de se protéger contre les conséquences découlant de conditions négatives sur le marché.

De quelle marge de manœuvre pour la protection vis-à-vis des importations les pays en développement disposent-ils en termes de droits consolidés?

Sur la base des données concernant les droits consolidés et les droits appliqués, en moyenne, les PMA et les pays en développement semblent disposer d'une vaste marge de manœuvre inutilisée. Par conséquent, ils semblent disposer d'une plus grande marge de manœuvre que les pays développés. Cependant, cette conclusion se fonde sur des niveaux moyens des droits, et il peut y avoir une grande hétérogénéité selon les pays et les produits. On peut voir ci-dessous que les PMA ont les consolidations tarifaires les plus élevées, en moyenne à 75 pour cent, suivis par les pays en développement à 53 pour cent, les droits consolidés les plus faibles étant ceux des pays développés, 36 pour cent en moyenne.

Il y a peu de différences entre les trois groupes en matière de droits appliqués. En moyenne, ils sont compris entre 15 et 17 pour cent quels que soient les niveaux de revenu des pays. Mises ensemble, ces données montrent que le niveau de «la marge de manœuvre inutilisée» ou de la marge de manœuvre pour l'augmentation des droits est plus élevé pour les PMA, suivis par les pays en développement et les pays développés. Cependant, cette conclusion se fonde sur des niveaux moyens, et il peut y avoir une grande hétérogénéité selon les pays et les produits.

	Niveau moyen des droits consolidés, %	Niveau moyen des droits appliqués, %	Niveau moyen de la marge de manœuvre inutilisée
PMA	73,5	15,3	58,1
Pays en développement	54,3	15,0	39,3
Pays développés	31,4	16,1	15,2

Source: FAO (2015). [La situation des marchés des produits agricoles 2015-2016](#). Page 61. Rome, Italie.

De quelle marge de manœuvre pour la protection vis-à-vis des importations les pays en développement disposent-ils en termes de SSG?

Le mécanisme de SSG inclus dans l'AsA a été d'une utilité limitée pour la plupart des pays en développement du fait qu'il n'était disponible que pour les produits dont la protection à la frontière avait été soumise au processus de «tarification», **et** pour les pays qui s'étaient réservé le droit de l'utiliser dans leur liste d'engagements. **Seuls 23 pays en développement ont le droit d'utiliser les SSG.**

Plus de 90 pour cent de SSG mises en œuvre dans les premières années de l'AsA ont été introduites par l'UE, le Japon et les États-Unis. L'accès à un mécanisme de sauvegarde spéciale, disponible uniquement pour les pays en développement, a ainsi été l'une de leurs principales revendications lors des négociations du Cycle de Doha.

Quelle est l'utilité de la marge de manœuvre à la disposition des pays en développement?

Alors que la possibilité d'appliquer des droits de douane jusqu'aux niveaux consolidés est compatible avec les engagements de l'OMC, dans la pratique, une telle politique peut avoir ses limites pour les pays en développement, dont la plupart sont des importateurs de produits alimentaires. En effet, il y a dans les pays les plus pauvres relativement plus de producteurs pauvres et vulnérables, ces pays ont donc davantage besoin de les protéger de la concurrence que représentent des importations moins coûteuses en imposant des tarifs d'importation relativement plus élevés.

Toutefois, bien que la hausse des droits de douane signifie des prix plus élevés pour les producteurs nationaux, ils impliquent également que les consommateurs doivent payer des prix plus élevés. Ce n'est par conséquent pas toujours une option satisfaisante.

Exemple

Le pays X a un droit appliqué de 30 cent tandis que le droit consolidé pour le même produit est de 60 pour cent. Cette situation est-elle possible?

Oui, le droit appliqué peut être inférieur ou égal au droit consolidé. Le pays X a la possibilité d'augmenter son tarif appliqué de 30% à 60% pour ce produit

Les points clés à retenir

- ① La liste des concessions tarifaires que chaque pays a soumis à l'OMC définit le droit maximum ou consolidé que le pays peut appliquer sur un produit agricole importé.
- ② Le droit consolidé représente l'intégralité de la marge de manœuvre dont dispose un pays en matière de protection vis-à-vis des importations. En principe, de la marge de manœuvre permet à un pays de hausser ses droits jusqu'au niveau consolidé.
- ③ Bien que de nombreux pays en développement et de pays les moins avancés disposent d'une vaste marge de manœuvre pour augmenter les droits moyens appliqués, de la marge de manœuvre peut être limité pour certains produits. Cela peut être un problème pour les produits considérés comme sensibles ou stratégiques pour la sécurité alimentaire.
- ④ Même si les pays ont la possibilité d'augmenter les droits appliqués au niveau consolidé autorisé, cela peut être préjudiciable aux consommateurs nationaux, ce qui empêche de nombreux pays d'utiliser la marge de manœuvre à leur disposition.

Soutien interne

Le deuxième pilier de l'AsA est **le soutien interne**. Souvenez-vous, il s'agit du soutien accordé aux agriculteurs en vertu de programmes de soutien agricole. Dans ce chapitre, nous allons nous pencher sur Soutien interne: Règles et Soutien interne: Marge de manœuvre

A. Soutien interne: Règles

Soutien interne total

<p>Les mesures qui ne font pas l'objet d'engagements de plafonnement</p> <p>Ce sont des mesures qui peuvent être utilisées sans aucune limite en matière de soutien. Cette catégorie comprend trois principaux ensembles de mesures.</p>			<p>Les mesures qui font l'objet d'engagements de plafonnement</p> <p>Les mesures qui ne répondent pas aux critères d'exemption de la catégorie verte, de la catégorie développement ou de la catégorie bleue, sont souvent désignées comme mesures de la «catégorie orange». Seul le soutien octroyé dans le cadre de mesures non exemptées est soumis à une limitation.</p>		
Catégorie verte		Catégorie développement		Catégorie bleue	
				Catégorie orange	
					De minimis

Catégorie verte - Les politiques exemptées relevant de la catégorie verte comprennent des mesures qui répondent à l'obligation de ne pas avoir, ou guère, d'effets de distorsion sur les échanges ou d'effets sur la production. Pour relever de la catégorie verte, un programme doit répondre à certains critères généraux ainsi qu'à des critères spécifiques concernant les politiques.

Les critères généraux sont énoncés au paragraphe 1 de l'Annexe 2. Ce sont des mesures qui doivent:

- être fournies dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics (y compris les recettes publiques sacrifiées) n'impliquant pas de transferts de la part des consommateurs;
- ne pas avoir pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs;

Les mesures relevant de la catégorie verte doivent également répondre à certains **critères spécifiques en matière de politique** exposés dans les paragraphes 2 à 13 de l'Annexe 2.

► **Services publics de caractère général (paragraphe 2)**. Inclut la recherche, les services de vulgarisation, l'infrastructure et les transports, le contrôle des parasites et des maladies, et la commercialisation et la promotion. Ces services n'incluent pas de versements directs aux producteurs.

► Dépenses publiques consacrées à **l'aide alimentaire intérieure (paragraphe 4)**. Une telle aide consistera à fournir directement des produits alimentaires ou à fournir à ceux qui remplissent les conditions requises des moyens pour leur permettre d'acheter des produits alimentaires aux prix du marché ou à des prix subventionnés.

► Dépenses publiques consacrées à la **détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire (paragraphe 3)**. Achats de produits alimentaires par les pouvoirs publics à des fins de réserves alimentaires, auprès des agriculteurs aux prix courants du marché.

► **Versements directs aux producteurs (paragraphe 5-13)**. Ils incluent notamment:

- soutien du revenu découplé, c'est-à-dire des versements non liés aux niveaux de production ou aux prix courants;
- participation financière de l'État à des programmes de garantie des revenus et à des programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus;
- versement à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle;
- aides à l'investissement;
- versements au titre de programmes de protection de l'environnement;
- versements au titre de programmes d'aide régionale; et
- programmes d'ajustement des structures et soutien fourni au moyen de programmes de retrait de ressources de la production ou de programmes incitant les producteurs à cesser leurs activités.

La catégorie développement telle que décrite dans l'article 6.2 prévoit des dispositions spécifiques pour les pays en développement sur une base de traitement spécial et différencié. Elle permet, sous certaines conditions, d'exempter le soutien octroyé au titre de mesures spécifiques du plafond applicable par ailleurs.

Les dispositions en vertu de l'article 6.2 partent du principe que les mesures visant à encourager le développement agricole et rural font partie intégrante des programmes de développement des pays en développement. Ces mesures incluent:

- les subventions à l'investissement qui sont généralement disponibles pour l'agriculture dans les pays en développement;
- les subventions aux intrants agricoles qui sont généralement disponibles pour les producteurs qui, dans les pays en développement, ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées; et
- le soutien interne aux producteurs des pays en développement destiné à encourager le remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites.

Les mesures relevant de la **catégorie bleue** concernent les versements directs au titre de programmes de limitation de la production. Elles sont exemptées des engagements de réduction si elles satisfont à certaines exigences.

Les exemptions de la catégorie bleue ont favorisé le processus de réforme dans certains pays développés en facilitant le passage d'un soutien aux prix du marché vers un soutien relevant de la catégorie verte. Pour qu'un versement relève de la catégorie bleue, il doit répondre à au moins l'une des exigences suivantes:

- les versements sont fondés sur une superficie et des rendements fixes;
- les versements sont effectués pour 85 pour cent ou moins du niveau de la production au cours d'une période de base; et
- les versements pour le bétail sont effectués pour un nombre de têtes fixe.

Il n'y a pas de limites aux dépenses consacrées aux subventions relevant de la catégorie bleue.

Toutefois, seuls dix pays, tous des pays développés, ont déclaré avoir eu recours à la catégorie bleue.

Bien que les exemptions de la catégorie bleue soient accessibles à tous les pays, elles sont aujourd'hui d'importance mineure pour tous les pays, particulièrement pour ceux en développement, qui souhaitent étendre la production au lieu de la limiter.

La catégorie orange concerne toutes les aides publiques octroyées au titre de politiques qui ne répondent pas aux critères de la catégorie verte, de la catégorie bleue ou de l'article 6.2 (mesures de développement). Au titre de l'AsA, ces aides sont limitées par les engagements s'appliquant aux Mesures Globales du Soutien (MGS). La MGS est calculée pour chaque produit agricole de base, générant un certain nombre de MGS par produit, et pour le secteur de l'agriculture dans son ensemble, générant une MGS autre que par produit.

■ **Calcul de la MGS par produit et autre que par produit**

Le soutien inclus dans la **MGS par produit** est la somme de tous les soutiens non exemptés au produit.

Cela inclut:

- les mesures de soutien des prix du marché (SPM), qui seront examinées plus avant dans la leçon.
- les versements directs non exemptés, c'est-à-dire les versements qui peuvent ou non être liés aux prix (p. ex. «les versements compensatoires» qui paient aux agriculteurs la différence entre le prix de marché et un prix cible déterminé par les pouvoirs publics).

- d'autres versements non exemptés (par exemple les subventions aux intrants ou les bonifications d'intérêt).

Le soutien inclus dans la **MGS autre que par produit** se rapporte au soutien octroyé aux producteurs agricoles en général, c'est-à-dire, qui ne fait pas partie du soutien inclus dans la MGS par produit. Ces mesures pourraient inclure les subventions relatives aux intrants, au crédit, à l'achat de carburant, etc.



► **Seuil de minimis et MGS totale courante**

Toutes les MGS par produit et autre que par produit sont ensuite additionnées dans la MGS totale courante. Toutefois, lorsque la MGS par produit ou autre que par produit est en dessous d'un seuil, défini sur la base de la valeur de la production d'une année, on l'exclut du calcul de la MGS totale courante. Ceci est connu sous le terme de provision de minimis.

Pour la MGS par produit, le seuil de minimis est de 5 pour cent de la valeur totale de la production du produit visé pour les pays développés et de 10 pour cent pour les pays en développement.

Pour la MGS autre que par produit, le seuil de minimis est de 5 pour cent de la valeur totale de la production agricole des pays développés et de 10 pour cent pour les pays en développement*.

*À l'exception de la Chine et du Kazakhstan: leur seuil de minimis a été fixé à 8,5 pour cent lors de leur adhésion à l'OMC.



► **MGS totale consolidée**

Les engagements en matière de soutien interne d'un pays sont exprimés en termes de **MGS totale consolidée**³. La MGS totale courante ne doit pas dépasser le niveau consolidé au cours d'une année.

Certains pays ont une MGS totale consolidée positive, tandis que d'autres ont une MGS totale consolidée égale à zéro, ce qui signifie que le soutien qu'ils fournissent ne peut pas dépasser la limite de minimis au cours d'une année donnée.

Les plafonds du soutien interne concernent la MGS totale et ne sont pas établis au niveau des produits.

B. Soutien interne: Marge de manœuvre

Nous allons maintenant discuter de la **marge de manœuvre pour le soutien interne**. Nous allons nous pencher sur la marge de manœuvre à la disposition des pays à travers une série de questions, en commençant par: **comment la marge de manœuvre pour le soutien interne est-il défini?**

³ Dans leur Liste d'engagements à l'égard de l'OMC, la plupart des pays développés et certains pays en développement ont une limite supérieure fixe sur leur MGS totale courante, appelée la MGS totale consolidée.

La marge de manœuvre à la disposition d'un membre de l'OMC pour le soutien interne est défini par:

- **Le droit d'exempter certaines mesures de soutien lors du calcul de la MGS totale courante**
- **Les limites du soutien inclus dans la MGS**

Ces deux éléments définissent la marge de manœuvre à la disposition des pays en matière de soutien à l'agriculture.

De quelle marge de manœuvre pour le soutien interne les pays en développement disposent-ils en matière de droit d'exempter les mesures de soutien?

Les mesures relevant de la catégorie verte et de la catégorie développement peuvent fournir aux pays en développement une certaine marge de manœuvre pour la mise en œuvre de politiques de soutien interne visant à atteindre les objectifs de sécurité alimentaire; de sorte que ces politiques sont exemptées des engagements de plafonnement.

Selon les notifications au Comité de l'agriculture de l'OMC, de nombreux pays en développement déclarent ne fournir que des mesures de soutien pouvant être exemptées voire aucune mesure de soutien.

De quelle marge de manœuvre pour le soutien interne les pays en développement disposent-ils en termes de limite de la MGS totale courante?

La MGS totale consolidée de la plupart des pays en développement est fixée à zéro. Pour eux, le soutien agricole non-exempté est limité au montant de minimis. Cela a des implications importantes pour la marge de manœuvre à la disposition des pays en développement en matière de soutien interne inclus dans la MGS. Les pourcentages de minimis à 10 pour cent pour les pays en développement et 8,5 pour cent pour la Chine et le Kazakhstan (au lieu de 5 pour cent pour les pays développés) offrent relativement plus de marge de manœuvre pour fournir des mesures de soutien non exemptées. Ces limites augmentent avec le temps à mesure que la valeur de la production augmente, contrairement à la MGS totale consolidée qui reste fixe.

En outre, les pays en développement ont la possibilité d'exempter davantage de types de support du calcul de leur MGS, comme certaines subventions aux intrants (article 6.2).

Les limites concernant le soutien inclus dans la MGS peut restreindre le recours par les pays à des politiques non exemptées, telles que le soutien des prix du marché. Le soutien des prix du marché est un

type de support spécifique à un produit. La formule de l'AsA de l'OMC pour calculer le soutien des prix du marché est la suivante.

$$\text{Soutien des prix du marché pour un produit} = \left(\text{Prix administré aussi près que possible du point de la première vente} - \text{Prix de référence extérieur fixe (PREF)} \right) \times \text{Production concernée}$$

Le PREF correspond à la moyenne des prix à la frontière au cours de la période 1986-1988.

Les prix des aliments sur les marchés internationaux comme sur les marchés nationaux, ont considérablement augmenté depuis 1986-1988, en raison de l'inflation mais aussi parce que, pendant cette période de référence, les prix mondiaux étaient particulièrement bas du fait de l'utilisation généralisée des subventions à l'exportation par certains pays.

En conséquence, l'écart entre le PREF et les prix administrés ou d'achat courants ont augmenté au fil du temps, exposant certains pays au risque de violer leurs limites de l'OMC.

Production concernée

L'interprétation par les pays de «la quantité produite pouvant bénéficier du prix administré appliqué», c'est-à-dire, la production admissible, est actuellement en discussion à l'OMC. Certains membres notifient seulement comme production admissible la production achetée par le gouvernement bénéficiant du prix administré, alors que d'autres notifient comme production admissible la totalité de leur production. L'Organe d'appel de l'OMC dans le cas du bœuf coréen (DS161) a statué que la quantité que les pouvoirs annonçaient comme admissible à l'achat constituait la production admissible, même si les quantités achetées en fin de compte étaient inférieures.

Cas du bœuf coréen (DS161) https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds161_f.htm

Les points clés à retenir

- ① L'approche générale de l'AsA en ce qui concerne le soutien interne est de permettre une assistance illimitée dans le cadre de politiques qui répondent à certains critères. Le soutien fourni au titre d'autres politiques est soumis à certaines limites.
- ② Dans leur Liste d'engagements à l'égard de l'OMC, la plupart des pays développés et certains pays en développement ont une limite supérieure fixe sur leur MGS totale courante, appelée la MGS totale consolidée. Cependant, la MGS totale consolidée de la plupart des pays en développement est fixée à

zéro. Cela limite généralement le soutien inclus dans leur MGS aux 10 pour cent de leurs niveaux de minimis.

- ③ Les pays en développement ont la possibilité d'exempter le soutien relevant de la catégorie verte et de la catégorie développement et bénéficient également de pourcentages de minimis plus élevés. Ces éléments peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Concurrence à l'exportation

Le troisième et dernier pilier de l'AsA est **la concurrence à l'exportation**. Souvenez-vous, il se rapporte aux subventions et autres paiements qui servent précisément à développer les exportations. Dans ce chapitre, nous allons nous pencher sur:

A. Concurrence à l'exportation: Règles

À la dixième Conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue à Nairobi en décembre 2015, les Membres ont adopté une décision sur la concurrence à l'exportation, y compris les subventions à l'exportation, l'aide alimentaire internationale, les crédits à l'exportation et les entreprises commerciales d'État (ECE). Les révisions apportées par la Décision de Nairobi seront également examinées dans ce chapitre.

B. Concurrence à l'exportation: Marge de manœuvre

A. Concurrence à l'exportation: Règles

SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

L'AsA a limité l'utilisation des subventions à l'exportation en plafonnant à la fois le volume des exportations agricoles subventionnées et les dépenses budgétaires correspondantes. Les engagements de réduction sont les suivants.

Pays développés Membres

Au cours des six années de la période d'exécution se terminant en 2000:

- les dépenses devaient être réduites de 36 pour cent par rapport aux niveaux de la période de référence 1986-90; et
- les volumes subventionnés devaient être réduits de 21 pour cent par rapport aux niveaux de la période de référence 1986-90.

Pays en développement Membres

Au cours des dix années de la période d'exécution se terminant en 2004:

- les dépenses devaient être réduites de 24 pour cent par rapport aux niveaux de la période de référence 1986-90; et
- les volumes subventionnés devaient être réduits de 14 pour cent par rapport aux niveaux de la période de référence 1986-90.

Comme spécifié dans l'article 9.4, dans certaines conditions, les pays en développement pouvaient fournir des subventions visant à réduire les coûts de commercialisation des exportations de produits agricoles. Ces subventions pouvaient également s'appliquer aux frais de transports et de fret des expéditions destinées à l'exportation.

Ensemble des pays

Tous les pays ont convenu de ne pas introduire de nouvelles subventions à l'exportation.

ANTI-CONTOURNEMENT: AIDE ALIMENTAIRE ET CRÉDITS À L'EXPORTATION

Les engagements de réduction inclus dans l'Accord sur l'Agriculture portent sur les subventions à l'exportation énumérées dans l'article 9.1. Il existe toutefois d'autres formes de subventions à l'exportation.

L'article 10 de l'Accord sur l'Agriculture empêche les Membres d'utiliser des mesures de soutien à l'exportation qui ne sont pas expressément énumérées dans l'article 9, mais qui donnerait lieu à un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation. Les règles concernant l'anti-contournement prévoient ce qui suit:

- l'aide alimentaire doit être fournie conformément aux autres dispositions pertinentes convenues en dehors de l'OMC et de telle sorte qu'elle ne soit pas directement ou indirectement liée aux exportations commerciales de produits agricoles à destination des pays bénéficiaires, et
- un engagement à œuvrer à l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation.

DÉCISION DE NAIROBI SUR LA CONCURRENCE À L'EXPORTATION

En 2015, la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Nairobi est parvenu à une Décision sur la concurrence à l'exportation.

La décision portait sur les quatre éléments ci-dessous.

- **Subventions à l'exportation**
- **Crédits à l'exportation**
- **Aide alimentaire**

➤ **Entreprises commerciales d'État (ECE)**

- **Entreprises commerciales d'État** En dehors de l'AsA, l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, clarifie la définition d'entreprise commerciale d'État (ECE). Cette question a été incluse dans les négociations sur l'agriculture du Cycle de négociations de Doha, dans le cadre du pilier sur la concurrence à l'exportation.

➤ **Subventions à l'exportation** - Nous allons maintenant examiner les informations de base sur les tendances historiques en matière d'utilisation des subventions aux exportations agricoles qui ont conduit à cette décision. Les subventions à l'exportation de produits agricoles étaient principalement utilisées par les pays développés dans le passé. L'utilisation de ces mesures dans les pays développés pourrait avoir bénéficié aux pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires. Toutefois, ces subventions ont limité la capacité des agriculteurs dans les pays en développement à soutenir la concurrence sur les marchés nationaux et internationaux.

Source: FAO (2016) *Perspectives de l'alimentation. Rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux*. Rome, Italie. www.fao.org/3/a-i6198f.pdf

Subventions à l'exportation - L'utilisation des subventions à l'exportation au niveau mondial a considérablement diminué au cours de la dernière décennie. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette diminution:

- Les fortes hausses de prix des produits agricoles observées depuis 2006. Les périodes de prix plus élevés des denrées alimentaires réduisent considérablement le besoin de fournir des mesures incitatives en vue de maintenir ou d'accroître les exportations.
- Les réformes de grande ampleur de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE, notamment l'abandon des mesures de soutien des prix du marché pour les produits agricoles. Ces réformes ont entraîné une diminution des stocks alimentaires et des surplus exportables.

Source: FAO (2016) *Perspectives de l'alimentation. Rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux*. Rome, Italie. www.fao.org/3/a-i6198f.pdf

Dans le cadre de la Décision de Nairobi, **les pays en développement et les pays développés Membres ont convenu d'éliminer toutes les subventions à l'exportation**. Le tableau suivant montre la date de fin des subventions à l'exportation par produit, conformément à la Décision de Nairobi.

- **Les pays développés Membres** se sont engagés à immédiatement éliminer toutes les subventions à l'exportation.
- **Les pays en développement Membres** les élimineront d'ici la fin de 2018.

- Dans le cadre d'un traitement spécial et différencié, les pays en développement bénéficient d'un délai supplémentaire jusqu'en 2023, conformément à ce qui est prévu dans l'article 9.4 de l'AsA. Les **PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires** bénéficient d'une période supplémentaire de sept ans par rapport aux autres pays développés jusqu'à la fin de 2030.
- Des exceptions particulières, sous la forme d'un délai supplémentaire pour l'élimination des subventions à l'exportation ont été convenues pour certains produits et pour certains pays développés et en développement Membres.

Source: FAO (2016) *Perspectives de l'alimentation. Rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux*. Rome, Italie www.fao.org/3/a-i6198f.pdf

↘ Aide alimentaire

Concernant l'aide alimentaire, le principal objectif de la Décision est de prévenir ou de réduire le plus possible les risques que l'aide alimentaire ne supplante les échanges et la production nationale et/ou régionale. La Décision contient des engagements d'ordre général, tels que:

- maintenir un volume suffisant d'aide alimentaire internationale;
- tenir compte des intérêts des bénéficiaires; et
- ne pas entraver involontairement la fourniture d'aide alimentaire dans les situations d'urgence.

Elle contient également des engagements spécifiques, à savoir: l'aide alimentaire internationale doit être axée sur les besoins, être intégralement sous forme de don, ne pas être liée aux exportations commerciales ou aux objectifs de développement des marchés et ne pas être réexportée, quelques exceptions dûment justifiées existant pour ce dernier point.

Veuillez consulter le cours de formation en ligne sur «L'agriculture dans les accords commerciaux» pour en savoir plus sur ces sujets.

↘ Crédits à l'exportation

Concernant les crédits à l'exportation, la Décision prévoit un délai maximal de remboursement (DMR) de 18 mois pour les programmes de financement à l'exportation. En outre, les programmes de garantie, d'assurance et de réassurance des crédits à l'exportation et autres programmes de couverture des risques devraient être autofinancés et couvrir les coûts et les pertes au titre de la gestion à long terme de ces programmes.

Une disposition analogue figure à l'annexe 1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord ASCM). Cette discipline est applicable à partir de la fin de 2017 pour les pays développés Membres de l'OMC. Les pays en développement bénéficient initialement d'un DMR de 36 mois, qui sera progressivement ramené à 18 mois au cours d'une période de mise en place de quatre ans

Veuillez consulter le cours de formation en ligne sur «L'agriculture dans les accords commerciaux» pour en savoir plus sur ces sujets.

↘ Entreprises commerciales d'État (ECE)

Pour ce qui est des entreprises commerciales d'État, les principales disciplines en vertu des paragraphes pertinents de la Décision stipulent ce qui suit.

- Les Membres feront en sorte que les ECE exportatrices de produits agricoles n'opèrent pas d'une manière qui contourne les autres disciplines figurant dans cette Décision; et
- Les membres doivent faire le maximum pour veiller à ce que les pouvoirs de monopole d'exportation dont jouissent les ECE soient exercés d'une manière qui limite le plus possible les distorsions des échanges et ne provoquent pas le remplacement ou n'entravent les exportations d'un autre Membre.

Il convient de noter que la deuxième partie (utilisation des pouvoirs de monopole d'exportation) est une clause «d'effort maximal».

B. Concurrence à l'exportation: Marge de manœuvre

Nous allons maintenant discuter de **la marge de manœuvre pour la concurrence à l'exportation**.

Nous allons nous pencher sur la marge de manœuvre à la disposition des pays à travers une série de questions, en commençant par: **comment la marge de manœuvre pour la concurrence à l'exportation est-il défini?**

La marge de manœuvre pour **la concurrence à l'exportation** est définie par:

- ✓ **Le droit d'un pays à appliquer des mesures en vue de soutenir ses exportations agricoles**
- ✓ **Le délai autorisé pour satisfaire aux engagements de réduction**

De quelle marge de manœuvre les pays en développement disposent-ils en termes de droit d'adopter certains types de mesures relatives à la concurrence à l'exportation, et en termes de délai autorisé pour satisfaire aux engagements de réduction?

Bien que tous les Membres de l'OMC se soient désormais engagés à éliminer les subventions à l'exportation, la Décision de Nairobi fournit aux pays en développement une certaine marge de manœuvre dans la mise en œuvre de cet engagement par rapport aux pays développés.

En vertu de la Décision de Nairobi adoptée en 2015, la marge de manœuvre à la disposition des pays en développement en ce qui concerne les subventions à l'exportation comprend les éléments suivants:

- ➡ Ceux-ci bénéficient du droit de continuer à subventionner les coûts liés à la commercialisation et au transport interne des exportations agricoles jusqu'en 2023.
- ➡ Le droit d'éliminer progressivement les autres subventions à l'exportation à l'horizon 2018 (plutôt qu'immédiatement comme pour les pays développés).
- ➡ Un délai supplémentaire pour réduire les subventions à l'exportation pour les pays les plus pauvres et les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires.

Les points clés à retenir

- ① La Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation prévoit l'élimination des subventions à l'exportation dans des délais différents pour les pays développés et les pays en développement, ainsi que selon les produits.
- ② La Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation porte également sur l'aide alimentaire, les crédits à l'exportation et les entreprises commerciales d'État.
- ③ La marge de manœuvre dont disposent les pays en développement comprend le droit d'éliminer progressivement les subventions à l'exportation sur une période plus longue, avec une marge de manœuvre additionnelle pour les pays les plus pauvres et les pays importateurs de produits alimentaires.

Restrictions à l'exportation

Nous avons examiné les règles et la marge de manœuvre pour chacun des trois piliers de l'AsA.

Pour terminer, nous allons examiner les règles en matière de restrictions à l'exportation, qui font partie des règles incluses dans l'AsA. Dans ce chapitre, nous allons nous pencher sur:

- A. Restrictions à l'exportation: Règles
- B. Restrictions à l'exportation: Marge de manœuvre
- C. Restrictions à l'exportation: Conséquences possibles

A. Restrictions à l'exportation: Règles

L'article 12 de l'AsA contient certaines dispositions concernant l'institution de **nouvelles prohibitions et restrictions à l'exportation** de denrées alimentaires, conformément à l'Article XI 2(a) du GATT.

Ces dispositions obligent les Membres à notifier à l'avance la Commission de l'Agriculture et à procéder à des consultations, sur demande, avec les Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'importateur. L'AsA exige également que les Membres qui mettent en place de nouvelles restrictions à l'exportation sur les denrées alimentaires prennent dûment en considération l'effet de ces interdictions sur la sécurité alimentaire des pays Membres importateurs.

Cette règle s'applique aux pays en développement uniquement dans la mesure où ils sont exportateurs nets de la denrée alimentaire en question.

B. Restrictions à l'exportation: Marge de manœuvre

Nous allons maintenant discuter de **la marge de manœuvre pour les restrictions à l'exportation**.

Nous allons nous pencher sur la marge de manœuvre à la disposition des pays à travers une série de questions, en commençant par: comment **la marge de manœuvre pour les restrictions à l'exportation est-il défini**? La marge de manœuvre en matière de **restrictions à l'exportation** est défini par les disciplines concernant l'utilisation des mesures visant à interdire ou à restreindre les exportations.

De quelle marge de manœuvre les pays en développement disposent-ils en termes de disciplines concernant l'utilisation des restrictions à l'exportation?

À la suite de la hausse des prix de denrées alimentaires sur les marchés mondiaux, les restrictions à l'exportation ont été plus controversées que les subventions à l'exportation. **Les règles de l'OMC ne définissent pas précisément les circonstances dans lesquelles des restrictions quantitatives peuvent être utilisées, ni ne réglementent les taxes à l'exportation.** Cela offre une marge de manœuvre importante aux pays exportateurs de produits alimentaires – y compris les pays en développement Membres – pour lutter contre l'insécurité alimentaire à court terme en restreignant les exportations. Cela peut avoir des conséquences négatives significatives pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

C. Restrictions à l'exportation: Conséquences possibles

Plus des pays ont recours à des restrictions d'exportation pendant une flambée des prix, moins ces mesures parviennent à stabiliser les prix intérieurs. En outre, cela exerce une pression à la hausse supplémentaire sur les prix mondiaux, surtout lorsque ces mesures sont adoptées par plusieurs pays

exportateurs. Les mesures commerciales utilisées pour protéger les économies contre les chocs dus à l'instabilité des prix mondiaux peuvent, au mieux, transférer les risques associés à la production et au commerce des produits à d'autres pays.

Si de nombreux pays cherchent à transférer le risque à d'autres, ce sont tous les pays qui pourraient se retrouver dans une situation peut-être pire que celle qu'ils connaissaient auparavant. Les chocs de l'offre et/ou de la demande ne sont pas les seuls éléments qui contribuent à la volatilité des prix des denrées alimentaires. Les actions des pouvoirs publics visant à faire face à la volatilité des prix sur le marché mondial peuvent, entre autres facteurs, jouer un rôle important.

Dans quelle mesure la hausse des prix alimentaires en 2008-2010 peut-elle s'expliquer par les restrictions à l'exportation?

Au cours de la période 2008-2010, 9 pour cent du total des échanges de produits alimentaires ont été concernés par des restrictions à l'exportation. Si l'on considère seulement les denrées de base, la part du commerce des produits alimentaires visés par les restrictions à l'exportation passe à 22 pour cent (Giordani et al, 2012). Une étude de l'IFPRI a révélé que les restrictions pouvaient expliquer jusqu'à 30 pour cent de l'augmentation des prix au cours des six premiers mois de 2008 (Von Grebmer, 2011), les distorsions de prix étant les plus importantes pour le riz (24 pour cent), suivi du blé (14 pour cent) et de l'orge (9 pour cent) (Yu et al., 2011).

Source: Matthews, A. (2015). *Food Security, Developing Countries and Multilateral Trade Rules*. [Sécurité alimentaire, pays en développement et règles du commerce multilatéral](http://www.fao.org/3/a-i5133e.pdf). Document de travail préparé pour La situation des marchés des produits agricoles 2015-2016. FAO, Rome, Italie (en anglais). <http://www.fao.org/3/a-i5133e.pdf>

Comment les restrictions à l'exportation ont-elles été utilisées au cours de la période 2007-2012?

Durant les flambées des prix au cours de la période 2007-2012, plusieurs pays parmi les principaux exportateurs de céréales, principalement des pays en développement et des économies émergentes, ont adopté des restrictions à l'exportation, y compris des interdictions d'exportation, en vue de faire baisser les prix à la consommation sur les marchés locaux. L'expérience de 2007-2012 a démontré que si un certain nombre de pays exportateurs, qui représentent collectivement une part importante de l'offre mondiale, imposent des restrictions à l'exportation, les cours mondiaux des aliments de base augmentent en raison d'une baisse de l'offre. Cette augmentation des prix mondiaux des denrées de base neutralise certains des effets de la réduction des prix intérieurs.

Si, en plus, les pays importateurs réduisent les droits de douane sur les importations de produits alimentaires dans l'espoir d'éviter des répercussions négatives sur les consommateurs, les augmentations des prix mondiaux qui résultent du choc initial des prix et les restrictions imposées par les exportateurs tendent à s'amplifier. Ainsi, les efforts déployés par les exportateurs et les importateurs en vue d'atténuer les effets liés à la hausse des prix peuvent s'avérer contre-productifs.

Source: Matthews, A. (2015). *Food Security, Developing Countries and Multilateral Trade Rules. Sécurité alimentaire, pays en développement et règles du commerce multilatéral*. Document de travail préparé pour La situation des marchés des produits agricoles 2015-2016. FAO, Rome, Italie (en anglais). <http://www.fao.org/3/a-i5133e.pdf>

Comment les disciplines concernant l'utilisation des restrictions à l'exportation peuvent-elles être renforcées?

Les négociateurs ont à leur disposition six options en vue de modifier les disciplines actuelles sur l'utilisation à titre temporaire des restrictions à l'exportation pour les produits agricoles, en cas de hausse soudaine et rapide des prix mondiaux. Celles-ci sont présentées dans l'ordre croissant de leurs implications pour la marge de manœuvre des pays exportateurs:

- exempter de l'imposition des restrictions à l'exportation les achats alimentaires effectués par des organisations internationales et destinés à être distribués comme aide alimentaire;
- améliorer l'applicabilité des disciplines existantes en clarifiant les conditions prévues dans les dispositions du GATT pour permettre l'utilisation des restrictions à l'exportation;
- limiter l'impact des taxes et des restrictions à l'exportation sur les marchés mondiaux en rendant l'utilisation de restrictions à l'exportation subordonnée à un pourcentage de la production intérieure du produit spécifique qui est exporté;
- interdire l'utilisation des restrictions à l'exportation, autres que les taxes à l'exportation, sur les exportations à destination des pays pauvres importateurs nets de produits alimentaires;
- introduire des disciplines plus strictes pour les restrictions à l'exportation et les taxes à l'exportation; et
- parvenir à une symétrie totale dans la réglementation des restrictions à l'importation et à l'exportation.

Source: Anania, G. (2013). **Les restrictions à l'exportation de produits agricoles et l'OMC. De quelles options disposent les décideurs pour promouvoir la sécurité alimentaire?** ICTSD, Genève, Suisse (en anglais).

<https://www.ictsd.org/downloads/2013/11/agricultural-export-restrictions-and-the-wto-what-options-do-policy-makers.pdf>

Les points clés à retenir

- ① L'enjeu le plus pressant au cours de la période de prix élevés des denrées alimentaires a été l'utilisation des restrictions à l'exportation, enjeu sur lequel les règles de l'OMC pouvaient être renforcées.
- ② La faiblesse des disciplines concernant l'utilisation des restrictions à l'exportation a fourni une marge de manœuvre importante aux pays exportateurs de produits alimentaires pour lutter contre les préoccupations à court terme en matière de sécurité alimentaire, au détriment des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Résumé de la leçon

Dans cette leçon, vous avez découvert:

- Les principales règles qui figurent dans l'Accord sur l'Agriculture (AsA) de l'OMC concernant chacun de ses trois piliers – l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation – et les règles en matière de restrictions à l'exportation.
- Les flexibilités dont disposent les pays pour utiliser différents types de mesures politiques concernant chacun des piliers de l'AsA, et les règles en matière de restrictions à l'exportation.
- Le niveau et la pertinence de la marge disponible auquel les pays en développement peuvent avoir recours pour appliquer des mesures visant à soutenir leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire.